

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 10 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MESSER FRANCE

Usine de Grandpuits (site de LAT-NITROGEN)
BP 12
77720 Mormant

Références : E/24- 2730

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2024 dans l'établissement MESSER FRANCE implanté Usine de Grandpuits (site de LAT-NITROGEN) BP 12 77720 Mormant. L'inspection a été annoncée le 20/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'arrêt des installations exploitées par la société MESSER sur le site de Grandpuits induit par l'arrêt de l'unité de production d'ammoniac au sein de l'établissement LAT-Nitrogen, fournisseur de matière première au site MESSER de Grandpuits ; l'Inspection souhaitait s'assurer de la mise en sécurité des installations exploitées par la société MESSER. Cette visite s'inscrit également dans la suite de la visite du 13/11/2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MESSER FRANCE
- Usine de Grandpuits (site de BOREALIS) BP 12 77720 Mormant
- Code AIOT : 0006523638
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement LAT-Nitrogen (ex-BOREALIS) exploitait deux unités de valorisation de CO₂ implantées sur son site de Grandpuits. L'exploitation de ces unités est encadrée notamment par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09 DAIDD IC 142 du 4 juin 2009 accordée à la société BOREALIS.

L'exploitation d'une des deux unités de valorisation de CO₂ implantée sur le site LAT-Nitrogen de Grandpuits a été transférée à la société MESSER au 1er mars 2020. Cette unité de valorisation est restée cependant exploitée au sein de la plateforme de Grandpuits dans le cadre d'une co-activité. À ce titre, l'Inspection a acté ce transfert d'activité par le courrier préfectoral du 30 mars 2020.

Ce courrier mentionne que les installations exploitées par la société MESSER sur le site de Grandpuits restent encadrées entre autres par les chapitres 8.8 et 8.13 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD IC 142 du 4 juin 2009.

Les installations exploitées par la société MESSER pour son site de Grandpuits ont vocation à valoriser le CO₂ produit par l'unité de fabrication d'ammoniac exploitée par la société LAT-Nitrogen. Cette valorisation se traduit par la liquéfaction du CO₂. Pour ce faire, le site MESSER de Grandpuits est constitué des 3 boucles suivantes :

- 1 circuit constitué d'une tour aéroréfrigérée (TAR) d'une puissance de 1750 kW dédié au refroidissement du CO₂ comprimé
- 1 circuit contenant des fluides frigorigènes permettant d'assécher le CO₂ comprimé
- 1 circuit contenant du NH₃ permettant de liquéfier le CO₂.

Depuis le grand arrêt de l'usine LAT-Nitrogen de Grandpuits survenu au printemps 2022, l'unité de production d'ammoniac n'a pas été remise en service, forçant ainsi les installations exploitées par la société MESSER à rester à l'arrêt.

Thèmes de l'inspection :

- Fluides frigo/SAO/GESF
- Risque toxique
- Suites de l'inspection du 13/11/2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des risques - Suites de l'inspection du 13/11/2020	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande d'action corrective	-
6	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	6 mois
7	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande de justificatif à l'exploitant	-
8	Dispositions générales des installations de réfrigération employant de l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Dispositions relatives à la	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	limitation des conséquences de pertes de confinement	04/10/2010, article 25-I		
10	Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiques et thermodynamiques	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Étude de Dangers de juillet 2020, chapitre 1 ^{er}	Sans objet
3	Accessibilité et conception - Suites de l'inspection du 13/11/2020	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.5.2	Sans objet
4	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57	Sans objet
5	Unité de fabrication et d'expédition de gaz carbonique - Suites de l'inspection du 13/11/2020	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 8.8.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations exploitées par la société MESSER sur le site de Grandpuits sont à l'arrêt. Le circuit d'ammoniac a été inerté à l'azote. Les stockages de CO₂ liquéfié ont été inertés au CO₂. Après une exploitation à l'arrêt de plus de 2 ans, l'exploitant réfléchit à déménager ses installations vers un autre site lui permettant de produire du CO₂ liquéfié.

En cas de cessation d'activité, l'Inspection rappelle que l'exploitant doit notifier à M. le Préfet de Seine-et-Marne la date définitive d'arrêt de ses installations au moins 3 mois avant celle-ci, comme le prévoit l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement. En outre, le processus de cessation d'activité devra suivre les prescriptions mentionnées dans les articles R. 512-39 et suivants du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Étude de dangers de juillet 2020, chapitre 1 ^{er}			
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE			
Prescription contrôlée :			
Le tableau qui suit présente l'ensemble des rubriques ICPE couvrant les activités de l'unité MESSER de Grandpuits :			
Rubrique	Désignation	Substances ou activité concernant cette EDD	Régime
2921-b)	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW.	1 circuit : A1001 (1750 kW)	DC
4735	Emploi de l'ammoniac La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1,5 t mais inférieure 200 t.	Ammoniac du groupe frigorifique (de l'ordre de 1,5 t)	A
Tableau 1 : Rubriques ICPE applicables			
A : Autorisation DC : Déclaration avec contrôles			
Constats :			
<p>L'exploitant indique que ses installations n'ont pas subi de modification depuis la dernière inspection en date du 13/11/2020. Cependant, l'exploitant explique que ses installations sont à l'arrêt depuis plus de 2 ans. Cet arrêt est inhérent de l'arrêt de l'unité de production d'ammoniac de l'établissement LAT-Nitrogen qui alimente les installations MESSER en CO₂. À ce titre, l'exploitant indique réfléchir à déménager ses installations vers un autre site lui permettant de produire du CO₂ liquéfié.</p> <p>L'Inspection rappelle qu'en cas de cessation d'activité, l'exploitant doit notifier à M. le Préfet de Seine-et-Marne la date définitive d'arrêt de ses installations au moins 3 mois avant celle-ci, comme le prévoit l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement. En outre, le processus de cessation d'activité devra suivre les prescriptions mentionnées dans les articles R.512-39 et suivants du Code de l'environnement.</p> <p>L'Inspection a constaté l'arrêt des installations de MESSER. L'exploitant indique qu'afin de préserver des installations, celles-ci ont été purgées de l'ammoniac qu'elles contenaient afin d'être inertées à l'azote. À ce titre, l'exploitant a présenté un bordereau de suivi de déchets correspondant à l'évacuation d'environ 450 kg d'ammoniac en date du 16/11/2022 (cf. Fiche de constat n°6).</p>			

En outre, l'Inspection constate la présence de 1200 kg d'ammoniac contenus dans 4 cylindres de 400 kg chacun. Ces cylindres sont stockés en extérieur et selon l'exploitant ils doivent servir à recharger l'installation en prévision d'un éventuel redémarrage.

Par ailleurs, l'Inspection constate que la boucle d'assèchement du CO₂ contient 15 kg de fluide frigorigène (cf. Fiche de constat n°9). Cette quantité est en dessous du seuil de classement pour le régime de la déclaration au titre de la rubrique n°1185 de la nomenclature des ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques - Suites de l'inspection du 13/11/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.
Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.
Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Constats de l'inspection du 13/11/2020:

Observation n°5 : L'exploitant justifiera au travers de l'EDD qu'il n'y a pas de risque de sur remplissage du petit tank sans capteur de niveau haut.

Constat lors de l'inspection du 04/10/2024:

Lors de la visite du site, l'Inspection constate la dépose des commandes des 2 vannes d'isolement installés entre les 2 petits réservoirs, de sorte que ces derniers communiquent. Ainsi le capteur de niveau haut, installé sur l'un des 2 réservoirs, est efficace pour les 2 petits réservoirs.

→ **L'observation n°5 de l'inspection du 13/11/2020 est soldée.**

En salle, l'exploitant présente le rapport de contrôle et de maintenance des capteurs gaz NH₃, CO₂ et H₂ en date du 06/03/2024.

D'après ce rapport, les chaînes d'asservissement pour les capteurs NH₃ ont été testées. Seuls les seuils 25 ppm et 2000 ppm de NH₃ correspondant respectivement aux risques toxiques et d'explosivité ont été testés.

Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté les seuils pour :

- les capteurs de toxicité lié au NH₃ fixés à 25 et 50 ppm
- l'analyseur d'explosivité lié au NH₃ fixés à 2000 et 4000 ppm.

Ces seuils sont identiques à ceux définis dans l'étude de dangers. Toutefois, l'Inspection constate que les chaînes d'asservissement pour les seuils de 50 ppm et 4000 ppm associés respectivement à la toxicité et à l'explosivité du NH₃ n'ont pas été testées. L'exploitant explique que ces chaînes

d'asservissement n'ont pas pu être testées car elles entraînent l'arrêt des installations, lesquelles sont déjà à l'arrêt.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<u>Demande n°04102024-1</u> : En cas de reprise de l'exploitation de ses installations, l'exploitant procédera au test des chaînes d'asservissement de chacun des deux seuils définis pour le risque toxique et le risque d'explosivité liés au NH ₃ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Accessibilité et conception - Suites de l'inspection du 13/11/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 2.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conception
Prescription contrôlée :
a) L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives, et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. [...]
Constats :
<u>Constats lors de l'inspection du 13/11/2020:</u> <u>Observation n°7</u> : L'exploitant indiquera à l'inspection les suites données pour le bras mort identifié au niveau du circuit de la TAR.
<u>Constats lors de l'inspection du 04/10/2024:</u> Lors de la visite du site, l'Inspection n'a pas constaté la présence d'un bras mort sur le circuit de la TAR. Post-inspection, et à la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis un bon de commande, ainsi que la facture liée à la suppression du bras mort. → L'observation n°7 de l'inspection du 13/11/2020 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maîtrise de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée :
L'exploitant se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.

<p>Constats :</p> <p>Le site étant à l'arrêt, l'exploitant explique qu'en absence de personnel MESSER, la gestion des alarmes est confiée à l'établissement LAT-Nitrogen dont un report est réalisé en salle de contrôle.</p> <p>L'exploitant a désigné le technicien d'exploitation MESSER en charge des interventions sur ses installations. À ce titre, l'exploitant présente son habilitation à intervenir sur les installations du site MESSER de Grandpuits depuis le mois d'août 2020.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Unité de fabrication et d'expédition de gaz carbonique - Suites de l'inspection du 13/11/2020

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 8.8.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Amélioration des techniques proposées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur la base des conclusions de l'étude de dangers "fabrication et expéditions de CO₂", les améliorations techniques destinées à réduire les risques et à améliorer la fiabilité des installations de fabrication et d'expéditions de CO₂ (installations "MESSER") suivantes sont réalisées:</p> <ul style="list-style-type: none"> • remplacement du compresseur SABROE; • mise en œuvre d'une procédure de purge du CO₂ liquide dans le séparateur avant tout arrêt prolongé de l'exploitation visant à protéger l'installation contre la fragilisation des aciers à basse température ; • mise en place d'une alarme "pression basse" sur le liquéfacteur; • fiabilisation du dispositif d'arrêt des compresseurs NH₃/CO₂ permettant l'arrêt de la machine tournante si le contacteur reste "collé"; • mise en place d'un clapet de non-retour sur le dispositif d'appoint d'ammoniac ; • mise en place d'alarmes de "pression haute" sur les réservoirs de stockage de CO₂ liquide ; • fiabilisation de l'alarme de niveau "très haut" des réservoirs de stockage.
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de l'inspection du 13/11/2020:</u> <u>Observation n°10 :</u> Le bouchon vissé est à remettre sur l'appoint en ammoniac.</p> <p>Dans sa réponse en date du 31/03/2021, l'exploitant explique qu'il prévoit de souder le bouchon d'appoint d'ammoniac.</p> <p><u>Constats de l'inspection du 04/10/2024 :</u> En salle, l'exploitant indique que des travaux d'étanchéité du réseau d'ammoniac ont été réalisés de sorte que l'appoint en ammoniac ne soit plus nécessaire. Lors de la visite du site, l'Inspection constate la condamnation de l'appoint en ammoniac.</p> <p>→ L'observation n°10 de l'inspection du 13/11/2020 est soldée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Maîtrise de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; [...]
Constats : En salle, l'exploitant explique avoir purgé le CO ₂ liquide contenu dans le séparateur avant de mettre à l'arrêt prolongé ses installations. Il indique également ne pas disposer de procédure spécifique pour réaliser cette purge. Non-conformité n°04102024-1 : L'exploitant ne dispose pas de consignes d'exploitation relative aux opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt, en particulier pour la phase de purge du CO₂ liquide du séparateur. L'exploitant explique que dans l'attente de la remise en fonctionnement de ses installations, les 4 réservoirs dédiés au stockage de CO ₂ liquide contiennent du CO ₂ à pression ambiante. L'exploitant indique avoir mis en place une alarme de pression haute et une alarme de pression très haute sur les réservoirs de stockage de CO ₂ .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Maîtrise de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements à l'arrêt
Prescription contrôlée : En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont

maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.

Constats :

En salle, l'exploitant explique que dans le cadre de la mise en sécurité de ses installations, le circuit de refroidissement contenant du NH₃ a été purgé et rechargé en azote. À ce titre, l'exploitant présente un bordereau de suivi de déchets daté du 16/11/2022 et mentionnant une quantité estimée à 450 kg de NH₃ prélevé.

L'exploitant indique que les réservoirs dédiés au stockage de CO₂ liquide ont été inertés par du CO₂ à pression atmosphérique. En outre, l'Inspection constate que la TAR est à l'arrêt.

Par ailleurs, en salle l'exploitant présente les rapports et comptes rendus suivants :

- Q19 : Contrôle thermographique des installations électriques en date du 15/02/2024
- Vérification des extincteurs en date du 01/09/2023 complété d'une remise en conformité datant du 30/01/2024
- Vérification du système de sécurité incendie en date du 24/05/2024
- Vérification du pont roulant en date du 28/06/2024
- Vérification des installations électriques en date des 19-20 mars 2024.

Le compte rendu Q19 préconise de prévoir une campagne de mesures ultrason sur les cellules haute tension qui ne sont pas équipées d'un hublot infrarouge.

En outre, le rapport de vérification des équipements mécaniques mentionne un contrôle partiel de ces équipements à cause d'absence de moyens permettant de réaliser une inspection sans danger.

En salle, l'exploitant indique les installations à l'arrêt le jour de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°04102024-2 : Avant une reprise d'activité, l'exploitant s'assurera que ses installations sont en bon état de fonctionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 8 : Dispositions générales des installations de réfrigération employant de l'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : De façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté, les consignes et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien. Elles doivent être tenues à disposition de l'inspection du travail et de l'inspection des installations classées.
Constats : En salle, l'exploitant indique ne pas disposer de procédure formalisée pour les contrôles à effectuer lors du fonctionnement normal de ses installations. Il dispose d'une procédure de remise en service de ses installations qui ne différencie pas une reprise d'activité suite à un arrêt pour l'entretien des installations ou suite à un arrêt prolongé pour d'autres causes que des travaux de maintenance. Non-conformité n°04102024-2 : L'exploitant ne dispose pas de procédure formalisant les contrôles à réaliser en mode de fonctionnement normal. Observation n°04102024-1 : L'exploitant précisera si les opérations à mener avant la remise en services de ses installations sont les mêmes suite à un arrêt pour maintenance ou suite à un arrêt prolongé autre que pour des travaux d'entretien. Le cas échéant, il complètera sa procédure de remise en service.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité des rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, l'Inspection constate la présence d'un fût d'huile rempli qui n'est pas sur rétention à l'intérieur du bâtiment principal d'exploitation.</p> <p>Non-conformité n°04102024-3 : Le jour de la visite, un fût rempli d'huile au sein du bâtiment principal d'exploitation n'était pas sur rétention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiques et thermodynamiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4				
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence du contrôle d'étanchéité				
Prescription contrôlée :				
La période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er est précisée dans le tableau suivant :				
CATÉGORIE DE FLUIDE	CHARGE EN FLUIDE DE L'ÉQUIPEMENT		PÉRIODE DE CONTRÔLE en l'absence de système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3	PÉRIODE DE CONTRÔLE si un système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3 est installé
HCFC	2 kg ≤ charge < 30 kg		12 mois	
	30 kg ≤ charge < 300 kg		6 mois	
	300 kg ≤ charge		3 mois	
HFC, PFC	5 t. éq. CO ₂ ≤ charge < 50 t. éq. CO ₂		12 mois	24 mois
	50 t. éq. CO ₂ ≤ charge < 500 t. éq. CO ₂		6 mois	12 mois
	500 t. éq. CO ₂ ≤ charge	Équipement mobile	3 mois	6 mois
		Équipement fixe		6 mois
		Équipement fixe répondant à l'exception prévue au III de l'article 3	3 mois	
Constats :				
Lors de la visite du site, l'Inspection constate la présence d'une marque de contrôle d'étanchéité sur le circuit contenant du fluide frigorigène R404A constituant l'équipement SABROE. Cette				

marque de contrôle mentionne que l'équipement est reconnu étanche jusqu'en janvier 2025.

Post-inspection, l'exploitant a transmis la fiche d'intervention du contrôle d'étanchéité datée du 05/01/2024. Cette fiche mentionne l'absence d'un détecteur de fuite entraînant un contrôle périodique de l'équipement tous les 6 mois, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés.

Observation n°04102024-2 : L'exploitant transmettra le rapport du dernier contrôle périodique de l'équipement SABROE, réalisé en juillet 2024 au regard de date constatée (janvier 2025) sur la marque de contrôle d'étanchéité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois